

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemerrier  
5, avenue de la Palette  
95300 Pontoise

Pontoise, le 31 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23 janvier 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ R&V Energie (ex NOVERGIE-machefers)**

CVE d'argenteuil  
2, rue du Chemin Vert  
95100 Argenteuil

Références : UD95-2024-0050  
Code AIOT : 0006512189

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 janvier 2024 dans l'établissement SUEZ R&V Energie (ex NOVERGIE-machefers) implanté au 2, rue du Chemin Vert à Argenteuil (95100). L'inspection a été annoncée le 09 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'est tenue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DRIEAT, la dernière en date ayant été effectuée en novembre 2019.

L'exploitant profite de cette entrevue avec l'inspection pour l'informer qu'un nouvel appel d'offre a été lancé en décembre 2023 pour assurer l'exploitation de l'UVE pour les 24 prochaines années. L'attribution de cette DSP devrait intervenir à l'horizon de la fin du premier semestre de cette année.

De plus, le syndicat AZUR (propriétaire du terrain) a signifié à l'exploitant que le site de l'IME serait fermé définitivement pour lui permettre de réaliser un nouveau bâtiment administratif. Les mâchefers issus de l'UVE connexe ne seront donc plus traités à Argenteuil, mais dans des installations extérieures du groupe, sous réserve que celui-ci soit choisi pour assurer la continuité du site dans le cadre de la nouvelle DSP.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ R&V Energie (ex NOVERGIE-machefers)
- ZAC du chemin vert 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006512189
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Situé dans une zone industrielle, l'établissement concerné est une IME (Installation de Maturation et d'Élaboration de mâchefers). Les mâchefers sont produits par l'incinération de déchets (à 90 % dans l'UVE AZUR (Unité de Valorisation Énergétique) connexe à l'installation). Les graves de mâchefers ainsi obtenues sont ensuite recyclées, essentiellement en technique routière. Si le site a été exploité dès 1975 comme usine d'incinération, les travaux de construction de la plateforme IME ont été réalisés en 2000. L'exploitation du site est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 octobre 1999 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux des 19 mars 2015, 18 octobre 2019 et 10 mars 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Liste des installations, provenance des mâchefers, captation des rejets atmosphériques, couverture des stockages, plans des réseaux, limitation de la production de déchets, transport, autosurveillance des niveaux sonores, localisation des stocks de substances dangereuses, contrôle des accès, moyens d'intervention, rétention des eaux d'incendies, etc.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'installation est tenue dans un état d'organisation et de propreté satisfaisants.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 7.2.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 1.2.1	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 1.2.5	Sans objet
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2.1.2	Sans objet
4	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2.7.1	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 3.1.1	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 3.1.1	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 5.1.3	Sans objet
8	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 6.3.1	Sans objet
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 7.5.3	Sans objet
11	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 7.6.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non conformité a été identifiée lors de l'inspection et est l'objet d'une proposition de suite administrative.

## 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Nature des installations</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Centre de maturation de mâchefers Capacité de traitement 1 : 57 900 t/an 1 500 t/jour Capacité de stockage : 35 000 t (42 000 m <sup>3</sup> ) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 200 kW
<b>Constats :</b>  La conformité au tableau de classement a été vérifiée, les capacités de stockage et les puissances des engins sur site sont respectées. Il est à noter que l'exploitant a remplacé une partie du broyeur de l'installation en janvier 2023, en s'appuyant sur l'économie circulaire (les pièces remplacées sont pour l'essentiel issues du recyclage). <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 2 : Nature des installations</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 1.2.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Provenance des mâchefers
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mâchefers proviennent en priorité de l'UVE d'Argenteuil .../... ils peuvent provenir d'autres UVE dûment autorisés de la région Île-de-France pour 20 % maximum de la capacité annuelle de traitement, mais jamais au détriment de ceux de l'UVE d'Argenteuil. L'exploitant doit à tout moment pouvoir justifier à l'Inspection des Installations Classées l'origine des mâchefers arrivant sur le site.
<b>Constats :</b>  Les mâchefers traités proviennent essentiellement de l'UVE connexe. Pour l'année 2023, l'exploitant indique cependant qu'il a accueilli 8 000 tonnes de mâchefers issus de son installation de Carrières-sous-Poissy. <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 3 : Gestion de l'établissement</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.</p> <p><b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance son livret de procédure concernant la valorisation des mâchefers d'incinération non-dangereux conformément à l'arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des MIDND. Ce document de 23 pages comporte l'ensemble des vérifications à effectuer de façon à permettre le respect des dispositions décrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation régissant le site.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 4 : Gestion de l'établissement</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2.7.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Récapitulatif des documents tenus à disposition de l'inspection
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : – le dossier de demande d'autorisation initial, – les plans tenus à jour – les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation, – les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation, – les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, – tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des installations classées sur le site.</p> <p><b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection la cartographie détaillée du site, faisant apparaître le réseau d'eau de ville et le réseau incendie.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère. L'ensemble de ces installations ne doit pas entraîner de risque d'incendie et d'explosion. Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place plusieurs procédés afin de limiter les envols de poussières. Le cribleur est ainsi capoté pour les parties les plus émettrices. Par ailleurs, deux brumisateurs fixes et un brumisateur mobile sont disponibles en permanence. Enfin, l'exploitant s'assure que tous les camions en sortie de site soient correctement bâchés.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Couverture des stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones de stockages des mâchefers bruts (hors ceux issus de l'incinérateur voisin), des mâchefers en cours de maturation et des mâchefers en attente d'évacuation (hors lot en cours de criblage ou criblé depuis moins d'un mois situé(s) en sortie de la centrale) sont couvertes. Les hangars sont couverts et clos sur 3 façades.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au vu des constats effectués lors du tour du site, la prescription contrôlée est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 7 : Déchets</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transport
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis une extraction de son registre regroupant les opérations menées pour les six derniers mois de l'année 2023.</p> <p>De plus, aucun déchet dangereux n'a été réceptionné ou produit par l'installation.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 8 : Prévention des nuisances sonores</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure de la situation acoustique (niveaux de bruit en limite de propriété et émergence en ZER) est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. En outre, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Des mesures des niveaux sonores sont réalisées en périodes de jour (pendant les réceptions, expéditions et le fonctionnement de la centrale) et en périodes de nuit (pendant le fonctionnement de la centrale). En effet, les articles 8.2.2 et 8.2.3 du présent arrêté précisent les horaires autorisés. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. En cas de dépassement des niveaux acoustiques maximaux admissibles, l'inspection des Installations Classées pourra demander à l'exploitant toutes dispositions complémentaires jugées nécessaires à cet égard.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis la dernière étude acoustique effectuée par le bureau d'études BUREAU VERITAS EXPLOITATION en date du 31 janvier et du 1er février 2023. Les analyses faites sur les cinq points de mesure retenus (situés en limite de propriété et dans le voisinage du site) ne font apparaître aucune non-conformité.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 9 : Prévention des risques technologiques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des stocks de substances dangereuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise peu de produits susceptibles d'être dangereux au regard de la réglementation. Cependant, un local annexe comprenant des produits ou substances potentiellement dangereux (huiles, graisses, décapants, etc.) posés sur rétention, ne fait pas l'objet d'un registre spécifique.</p> <p><b>Il s'agit d'une non-conformité qu'il convient de lever.</b></p> <p><b>L'inspection propose à l'exploitant de réaliser cet inventaire dans un délai n'excédant pas deux mois.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



<b>N° 10 : Prévention des risques technologiques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En particulier, la défense contre l'incendie sera assurée : – par 1 poteau d'incendie normalisés de 100 mm normalisé (NFS 61 213 – NFS 62 200) piqué directement sans passage par compteur ni by-pass, sur une canalisation assurant un débit minimum en eau de 1000 litres/min, sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 200 m du bâtiment, par les chemins praticables. Cet hydrant est implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci. – par un nombre suffisant d'extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques, judicieusement repartis sur le site et dans le bâtiment technique ; le maintien en bon état de fonctionnement de ces appareils devra faire l'objet de contrôles périodiques (contrat d'entretien, par exemple).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les fiches de vie hydrants des PEI situés au sein et autour de l'installation (cinq points au total, dont un sur site). Ces données démontrent que les PEI concernés sont faciles d'accès pour les services de secours et disposent du débit adéquat. Enfin, il a également transmis le dernier rapport de vérification des extincteurs répartis sur le site, réalisé par la société DUBERNARD du 4 au 11 décembre 2023.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 11 : Prévention des risques technologiques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'incendies
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent d'un volume minimum de 1 000 m<sup>3</sup>. L'exploitant doit pouvoir justifier en permanence de la suffisance du volume du bassin de confinement ou du dispositif équivalent. Les eaux collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Le cas échéant, elles sont traitées comme déchets conformément au Titre 5 .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Toutes les eaux industrielles et eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées dans une fosse étanche, puis transférées vers l'UIOM pour être réutilisées dans le cadre des process en cours au sein de l'exploitation. L'installation ne rejette donc pas d'EUI dans le réseau.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite